

# MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION, DE LA PECHE ET DES AFFAIRES RURALES

#### DIRECTION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE 1 ter, avenue de Lowendal - 75700 PARIS 07 SP Sous-direction de la politique des Sous-direction de l'administration Sous-direction de formations de l'enseignement de la communauté éducative l'enseignement supérieur général, technologique et professionnel Bureau des examens, concours et Bureau des emplois et des moyens Bureau des établissements diplômes des établissements publics d'enseignement supérieur Tél: 01 49 55 41 24 Tél: 01 49 55 52 32 Tél: 01 49 55 55 13 Fax: 01 49 55 47 54 Fax: 01 49 55 48 19 Fax: 01 49 55 42 65

# NOTE DE SERVICE DGER/SDPOFEGTP/SDACE/SDES/N2004-2029 Date : 24 MARS 2004

Date de mise en application : Janvier 2004

Annule et remplace :

DGER/POFEGTP/SDACE/SDES/N2003-2061 du 02 septembre 2003

Le Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales

à

Madame et Messieurs les directeurs régionaux de l'agriculture et de la forêt,
Mesdames et Messieurs les directeurs,
Mesdames et Messieurs les secrétaires généraux,
Mesdames et Messieurs les agents comptables,
des établissements d'enseignement supérieur agricole et

vétérinaire

#### Nombre d'annexe :

**Objet :** Tableaux des taux de vacations et de corrections de copies applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004, des taux horaires des indemnités allouées au personnel non examinateur (examens et concours de l'enseignement agricole), taux de vacations d'enseignement.

Bases juridiques: décret n° 2003-1170 du 08 décembre 2003

MOTS-CLES: vacations, enseignement, rémunération.

DESTINA	ATAIRES
Pour exécution :	Pour information :
type recueil	

1

# CALCULS TAUX VACATIONS ET CORRECTIONS DE COPIES (mode d'emploi)

# ORAL:

Groupe	Nbre de 10 000 <sup>e</sup>	Calculs	Taux unitaire €	
1	80	26 008,61 x 80/10 000 =	208,07	
1 bis	48	26 008,61 x 48/10 000 =	124,84	
П	20	26 008,61 x 20/10 000 =	52,02	
III	14	26 008,61 x 14/10 000 =	36,41	
IV	8	26 008,61 x 8/10 000 =	20,81	
V	6	26 008,61 x 6/10 000 =	15,60	

# ECRIT:

Groupe	%	Calculs épreuves ordinaires	Taux unitaire *	Calculs épreuves principales	Taux unitaire *
			€	1 1	€
1	2,5	208,07 x 2,5/100 =	5,20	5,20 x 1,25 =	6,50
1 bis	3	124,84 x 3/100 =	3,75	3,75 x 1,25 =	4,69
II	4	52,02 x 4/100 =	2,08	2,08 x 1,25 =	2,60
III	4	36,41 x 4/100 =	1,46	1,46 x 1,25 =	1,82
IV	4,5	20,81 x 4,5/100 =	0,94	0,94 x 1,25 =	1,17
V	4	15,60 x 4/100 =	0,62	0,62 x 1,25 =	0,77

# <u>Textes de références</u>:

# Textes de fond:

- Décret n° 56-585 du 12 juin 1956, articles 13, 14 et 15 (pour les taux)
- Les taux des indemnités de vacation et de correction de copies sont déterminés en fonction du traitement afférent à l'indice 450 (indice majoré au 1-04-2000 : 493)
- Arrêté du 30 mai 1951 (pour les groupes)

#### Texte actuel:

- Décret n° 2003-1170 du 08 décembre 2003
- Indice de référence : indice majoré 493
- traitement annuel brut : 26 008,61 €

 $<sup>\</sup>ast$  somme arrondie au chiffre supérieur quand dépassement 0,0050 et inférieur quand en dessous 0,005

# 1<sup>er</sup> JANVIER 2004

Catégories de jury de concours ou d'examens	Classement dans les groupes	Epreuves orales par vacations de 4 heures	Epreuves écrites	
	8		Taux normal	Taux majoré
<u>Concours</u> : Epreuves écrites et orales				
CAPESA, CAPETA, 2 <sup>ème</sup> catégorie				
PLPA2, 4ème catégorie				
	1 bis	124,84	3,75	4,69
Examen professionnel (Article R* 813-19 du code rural)				
Chef de centre insémination artificielle				
Examens:				
Diplômes de niveau III :				
BTSA (ancien et rénové)	II	52,02	2,08	2,60
Diplômes de niveau IV :		,	,	,
Baccalauréats BTA	III	36,41	1,46	1,82
Brevet professionnel du MAP				
Diplômes de niveau V :				
BEPA (ancien et rénové) BPA	V	15,60	0,62	0,77
CAPA (ancien et rénové)				2

# Epreuves écrites à taux majoré

Filières, options	Epreuve	Dernière session d'organisation
BTSA rénové	Expression française et culture socio-économique (ET1 du 1er groupe)	
BEPA rénové	Expression écrite (ET1 du 1er groupe)	_

# TAUX VALABLES 1er JANVIER 2004

# 1 vacation: 4 heures d'examen oral au moins

3/4 vacation = 3 heures d'examen au moins		1/2 vacation = 2 heures oral au moins		1/4 vacation = 1 heure d'oral au moins	
G-I bis =	93,63 €	G-I bis =	62,42 €	G-I bis =	31,21 €
G-II =	39,01 €	G-II =	26,01 €	G-II =	13,00 €
G-III =	27,31 €	G-III =	18,20 €	G-III =	9,10 €
G-V =	11,70 €	G-V =	7,80 €	G-V =	3,90 €

TAUX HORAIRE DES INDEMNITES ALLOUEES AU PERSONNEL NON EXAMINATEUR: (SMIC horaire)

# **BENEFICIAIRES**:

# Taux applicable

à compter du 1/07/2003

Anciens fonctionnaires et non fonctionnaires : 7,19 €

Personnel de surveillance : 7,19 €

Responsable d'une classe : 7,19 €

Autres cas : 7,19 €

Personnel chargé de travaux administratifs : 7,19 €

Personnel chargé de la préparation des salles de

gardiennage et de manutention de matériel : 7,19 €

Les taux résultant de l'application des dispositions ci-dessus sont portés au niveau du salaire horaire minimum interprofessionnel de croissance si celui-ci est supérieur.

# TABLEAU DES TAUX DE REMUNERATION HORAIRE POUR VACATIONS D'ENSEIGNEMENT APPLICABLES A COMPTER DU 1<sup>er</sup> JANVIER 2004

(décret modifié du 12 juin 1956)

	CYCLE OU CLASSE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE AGRICOLE	PROFES CONFER	REPETITEURS  CHEFS DE  TRAVAUX PRATIQUES (3)	
		par cours ou leçon (1) par séance d'application (2)		
III	Classes préparatoires à l'INA, aux ENSA et ENV	23,41 €	11,70 €	15,60 €
	Classes de Techniciens Supérieurs			
IV	Classes de première et de terminale du cycle d'enseignement général et technologique	13,00 €	6,50 €	10,40 €
V	Classes de seconde, 3ème, 4ème et de second cycle professionnel	11,70 €	5,85 €	7,80 €

- (1) par leçon ou cours d'une heure la rémunération des leçons ou cours d'une durée supérieure à une heure sera effectuée par fraction d'une demi-heure.
- (2) par séance d'une heure.

(3) Par séance de deux heures l'application de ces taux horaires définis par le décret modifié n° 56 - 585 du 12 juin 1956 et l'arrêté du 29 juillet 1975, ne saurait avoir pour conséquence d'attribuer aux personnes éventuellement concernées une rémunération inférieure au minimum horaire légal fixé par les textes postérieurs à celui-ci.

Vu, le Contrôleur financier

Brigitte FEVRE

Chargée de la sous-direction de la Politique des Formations de l'Enseignement Général, Technologique et Professionnel